

RAPPORT DE L'ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS

PROVINCE DU NORD KIVU
TERRITOIRE DE WALIKALE
CHEFFERIE DE WANYANGA
GROUPEMENT : LUBERIKE
LOCALITE/ VILLAGE : BANAKABUTWA
ZONE DE SANTE DE KIBUA, AIRE DE SANTE DE KIBATI

Date de l'évaluation : du 22 au 25/10/2019

Date du rapport : Le 07 Novembre 2019

Pour plus d'information, Contactez :

info@abcom-rdc.org

www.abcom-rdc.org

1. Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

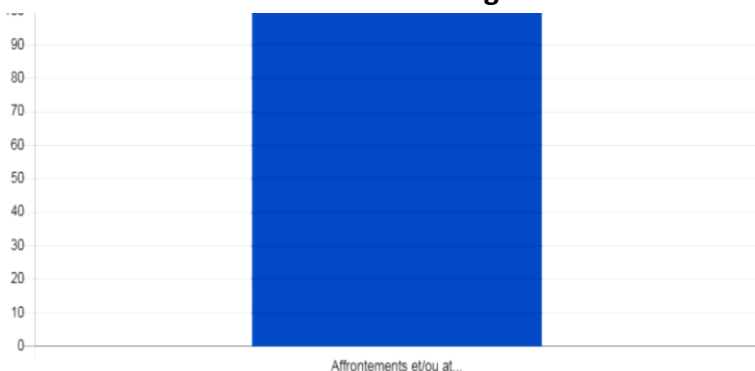
Nature de la crise :	• Mouvements des populations • Affrontements et/ou attaques armés		
Date du début de la crise :	12 Octobre 2019	Date de confirmation de l'alerte :	
Code EH-Tools	EhTools 3126		
Si conflit :			
Description du conflit	Faisant suite à l'alerte eh Tools 3126 rendue publique par OCHA en date du 18 Octobre 2019, ABCom a mené au cours de la période du 22 au 25 Octobre 2019 une évaluation des besoins des déplacés rapportés dans la localité Banakabutwa, en aire et zone de santé de Kibati et Kibua, en territoire de Walikale. Il est vrai que selon les personnes contactées sur place, à partir du 12 octobre 2019, la zone a enregistré une nouvelle vague des déplacés en provenance des villages Mwima, en groupement NYAMABOKO, territoire de MASISI, Mulehya, Mushali, Mirenge, en groupement Luberike et Robe en groupement Ihani, territoire de Walikale fuyant les affrontements entre l'APCLS et NDC-R. Ces populations d'environ 382 nouveaux ménages comptant au moins 2292 personnes ont été accueillies dans les villages : Bukonde, Ndurumo, Bunyamuhapfu, Kikamata2 et Bulewa, où depuis leur arrivée elles n'ont reçu d'aucune assistance. La perte de leur moyen de subsistance et emploi mais aussi l'inaccessibilité aux services sociaux de base font qu'ils vivent dans des conditions infrahumaines qui méritent d'attirer l'attention de la communauté humanitaire.		

Si mouvement de population, ampleur du mouvement : Plusieurs villages du groupement Nyamaboko en territoire de Masisi, Luberike et Ihana en territoire de Walikale s'étaient déplacés vers la zone de santé de Kibua, principalement dans l'aire de santé de Kibati dans la localité Banakabutwa.

Différentes vagues de déplacement

Villages	Effectifs	Provenance	Cause
Bukonde, Ndurumo, Bunyamuhapfu, Kikamata 2 et Bulewa	382 Ménages déplacés	Mwima (territoire de Masisi), Malehya, Mushali, Mirenge (groupement luberike) et Robe (groupement Ihana).	Affrontement entre APCLS et NDC-Rénové

Les causes de différentes crises enregistrées dans la zone.

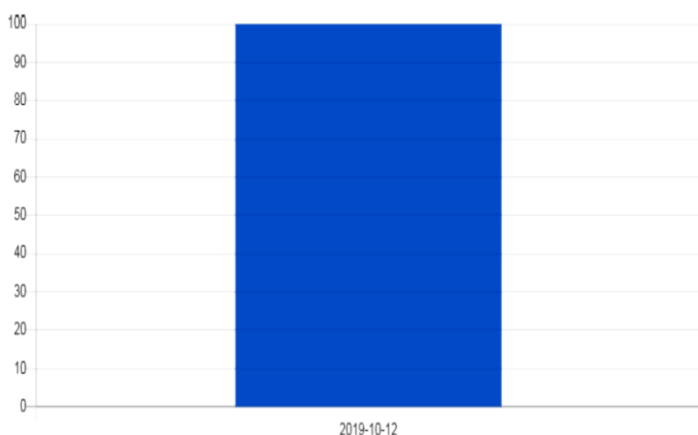


Commentaires : les affrontements entre groupes armés actifs dans la zone constituent la cause de différentes crises y enregistrées.

REFERENCE POUR LES SOURCES D'INFORMATIONS

N°	NOM ET POST NOM	FONCTION	N° TELEPHONE
1	KAMUNDU RUBENGA Leon	Infirmier Titulaire CS KIBATI	0815132467
2	TABU MULENDE Etienne	Président ai comité IDPs	0821082099
3	MUHIMA KUTU KISUBA	Chef de localité BANAKABUTWA	0826719606
4	DESIRE MWEMA	MONITEUR/INTERSOS	0810816130

Date d'arrivée de déplacés.



Commentaire : Il appert des informations recueillies des différents focus groups et informateurs clés, qu'à partir du 12 Octobre 2019, la zone a connu une nouvelle vague des déplacés. cependant, précisions qu'au jour de l'évaluation, il était rapporté l'arrivée en petit nombre allant de 3 à 5 ménages par jour.

*Dégradations
subies dans la zone
de départ/retour*

Plusieurs cas des violations de droits de l'homme et libertés publiques par ces groupes armés y ont été signalés dans les zones de départ que d'arrivée. Il s'agit des : pillage viol, meurtre, vol, arrestation arbitraire, extorsion, taxes illégales, enrôlement d'enfants, ... Il faut noter que les différentes zones de départ de ces déplacés ont été fortement affectées par ces affrontements.

Cette situation a poussé les populations à fuir leurs villages. Ces déplacés vivent dans une situation d'extrême vulnérabilité. Pendant l'évaluation, nous avons fait un constat dans les domaines sectoriels.

Secteurs	Descriptions des besoins urgents
AME :	Certains ménages sont dépourvus d'AME étant donné qu'ils ont été soit abandonnés ou détruits lors des combats. Ils sont ainsi contraints d'utiliser ceux des familles hôtes. Toutefois ceux qui en disposent sont visiblement vétustes et de fois détériorés (troués).
ABRIS :	Reçus par les familles d'accueil, ces déplacés sont obligés de partager les mêmes maisons avec eux ou construire des abris de fortune dans leurs parcelles. Certains se voient gratuitement loger dans des maisons dont les propriétaires seraient en déplacement.
SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE	Ayant tout laissé dans leurs zones de provenance, les déplacés n'ont pas d'accès aux champs, ne disposent non plus des bétails ou volailles car copieusement pillés par les belligérants. Faute d'une quelconque activité génératrice des revenus, ils se voient incapables de faire face au prix des vivres sur le marché qui ont connu une montée vertigineuse suite à un déséquilibre entre l'offre et la demande. Ce qui accentue sensiblement leur niveau de paupérisation.
EDUCATION	Il appert que certaines écoles de leurs zones de provenance n'ont pas été épargnées de la barbarie des groupes armés qui se sont donné à la destruction des bancs, tableaux, pupitres utilisés comme bois de chauffage alors que les manuels et matériels didactiques ont été pillés. Par ailleurs, en application de la mesure de gratuité de l'enseignement, au moins 30 pourcent d'enfants sont déscolarisés mais qui étudient malheureusement dans de mauvaises conditions à savoir l'insuffisance des bancs, des matériels didactiques et même des fournitures scolaires.
WASH	Outre deux points d'eau aménagés, et une dizaine en état de délabrement, la population locale et les déplacés s'approvisionnent en eau aux sources non aménagées.
SANTE & NUTRITION	La gratuité des soins instaurée à Nyabiondo par MSF, la rupture des médicaments traceurs pour plus de trente jours, la vétusté des matériels et le manque d'approvisionnement en médicaments, l'absence de KITS PEP sont autant des défis auxquels fait quotidiennement face le CS KIBATI qui voit sa fréquentation par les patients locaux et déplacés revue à la baisse. Seuls ceux qui ont encore de la force peuvent facilement franchir 21 km qui séparent Kibati de Kashebere. Les autres

		préfèrent rester à la maison en attendant une guérison miraculeuse de Dieu.
<i>Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil</i>	Les distances sont fortement différentes selon les milieux de provenance des déplacés. On constate en effet : • Plus de vingt kilomètres pour ceux qui viennent des localités proches (village de Mulehya, Mushali et Mirenge) et dont le temps de parcours est d'une journée de marche à pieds vers les zones supposées sécurisées ; • Plus de 60 kilomètres pour ceux qui viennent des localités éloignées (Mwima) et dont le temps de parcours va jusqu'à quatre jours de marche à pied.	
<i>Lieu d'hébergement</i>	• Communauté d'accueil	
<i>Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)</i>	A ce jour, aucun déplacé n'envisage retourner dans sa zone de provenance eu égard à la persistance, l'activisme et aux affrontements sporadiques et répétitifs entre les différents groupes armés.	

a. Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 6 mois précédents

<i>Crises</i>	<i>Réponses données</i>	<i>Zones d'intervention</i>	<i>Organisations impliquées</i>	<i>Type et nombre des bénéficiaires</i>
<i>Paludisme, Maladies de mains sales, IRA, Mal nutrition</i>	Aucune assistance	RAS	Aucune	RAS
<i>Secal, AME et NFI</i>	Aucune assistance	RAS	Aucune	RAS
<i>Cash for Work</i>	Aucune assistance	RAS	Aucune	RAS
<i>Wash</i>	Aucune assistance	RAS	Aucune	RAS
<i>Sources d'information</i>		Les autorités sanitaires et leaders locaux		

2. Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Nous nous sommes servis du type d'échantillon stratifié. Outre les deux groupes de discussion constitués (groupe des femmes et groupe des hommes) composé chacun de 50 personnes, nous avons également enquêté sur 3 informateurs clés dans la localité.
Techniques de collecte utilisées	○ Réunions communautaires : Présentation de l'organisation, de l'équipe, de l'objet de la mission et collecte d'informations sur le contexte en général. ○ Focus groups sectoriels : (Articles Ménagers Essentiels, Abris et mouvement de population ; Education ; Sécurité Alimentaire ; Eau Hygiène et Assainissement ; Santé et Nutrition ; Protection, etc. Collecte des données permettant d'appréhender l'impact de l'urgence, les besoins, les opportunités, les défis et contraintes auxquels fait face la communauté et les mécanismes qu'elle développe pour y faire face. ○ Entretien ou interview : Analyse approfondie par l'administration des questions auprès des informateurs clés dans chaque secteurs (autorité locale/ chef localité Banakabutwa), l'infirmier titulaire du centre de santé Kibati, le président du comité des déplacés, les responsables scolaires, Barza

	intercommunautaire, comité des retournés, responsables des associations locales de développement, membres de la société civile, associations impliquées dans la protection des civils, associations et leaders féminins et autres leaders locaux). ○ Observation directe : visites pour observation de l'état des structures (Ecoles, structures sanitaires, points d'eau, boutiques et routes etc.) ○ Revue documentaire : exploitation des rapports disponibles relatifs à la zone d'évaluation ○ Point quotidien de compilation, analyse et interprétation des données récoltées par toute l'équipe.																				
Composition de l'équipe	Pour cette mission l'équipe était composée des personnes ci-dessous : <table><tr><th>Nom et prénom</th><th>Organisation</th><th colspan="2">N° téléphone</th></tr><tr><td>Me Deo NSASE</td><td>ABCom</td><td>+243819292153</td><td>+243991509550</td></tr><tr><td>Pascal AKILIMALI</td><td>ABCom</td><td>+243814033123</td><td>+243994119655</td></tr><tr><td>Benjamin LULEMIRE</td><td>ABCom</td><td>+243812831215</td><td>+243997796921</td></tr><tr><td>BASEME Vérité</td><td>ABCom</td><td>+243825454421</td><td>+243994823334</td></tr></table>	Nom et prénom	Organisation	N° téléphone		Me Deo NSASE	ABCom	+243819292153	+243991509550	Pascal AKILIMALI	ABCom	+243814033123	+243994119655	Benjamin LULEMIRE	ABCom	+243812831215	+243997796921	BASEME Vérité	ABCom	+243825454421	+243994823334
Nom et prénom	Organisation	N° téléphone																			
Me Deo NSASE	ABCom	+243819292153	+243991509550																		
Pascal AKILIMALI	ABCom	+243814033123	+243994119655																		
Benjamin LULEMIRE	ABCom	+243812831215	+243997796921																		
BASEME Vérité	ABCom	+243825454421	+243994823334																		

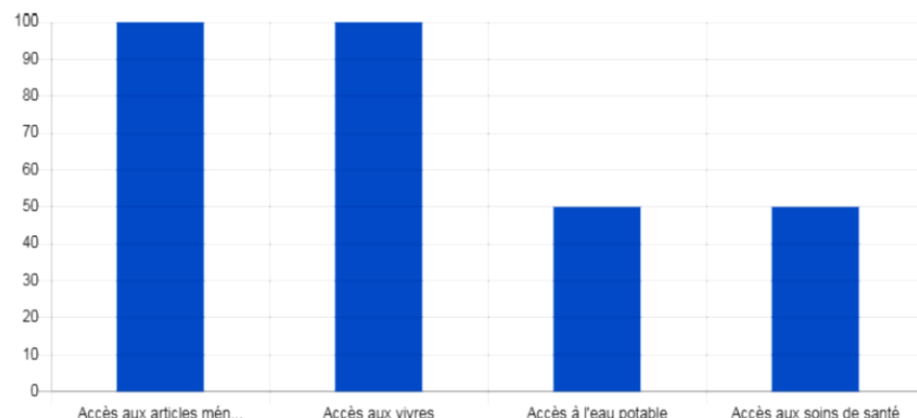


Figure 1: Entretien avec l'IT du CS KIBATI



Figure 2: Focus group avec les femmes

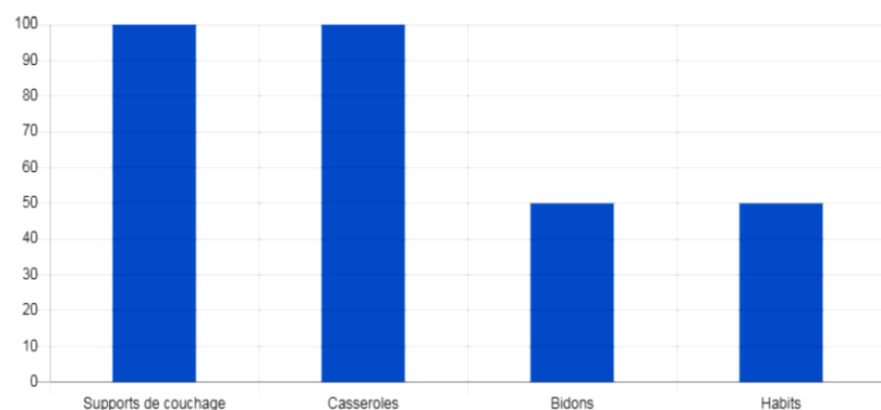
3. Besoins prioritaires / Conclusions clés



Value	Frequency	Percentage
Accès aux articles ménagers essentiels	2	100
Accès aux vivres	2	100
Accès à l'eau potable	1	50
Accès aux soins de santé	1	50

Commentaire : les besoins prioritaires identifiés par la population : 100% optent pour l'accès aux articles ménagers essentiels et aux vivres, 50% pour l'accès à l'eau potable et aux soins de santé.

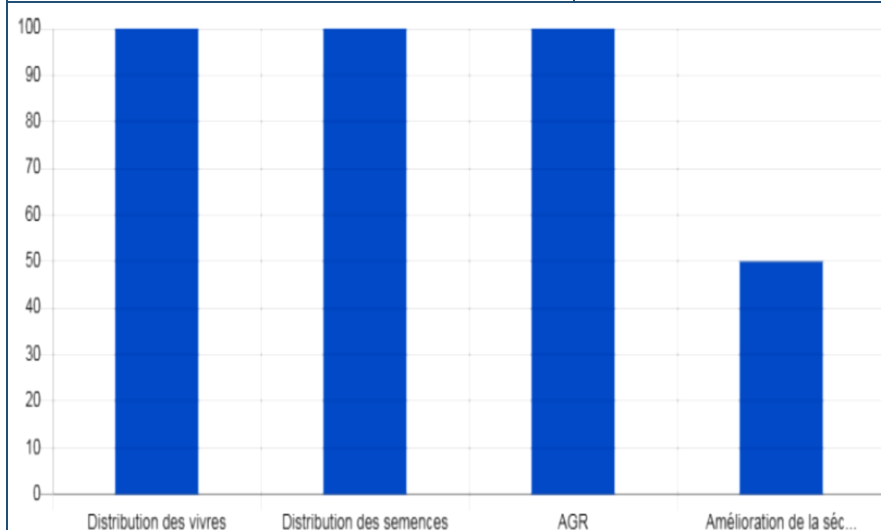
Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoin en : AME / Abris	- Assistance en articles ménagers essentiels(AME) ; - La réhabilitation des abris pour les familles d'accueil et la construction des ABRIS temporaires pour les déplacés.	- Familles déplacées - Familles d'accueil



Value	Frequency	Percentage
Supports de couchage	2	100
Casseroles	2	100
Bidons	1	50
Habits	1	50

Commentaire : Pour l'AME/ABRS, 100 % de la population proposent le support de couchage, la distribution des casseroles alors que 50% sont favorable pour la distribution des bidons et habits comme solution aux problèmes prioritaires d'articles ménagers essentiels.

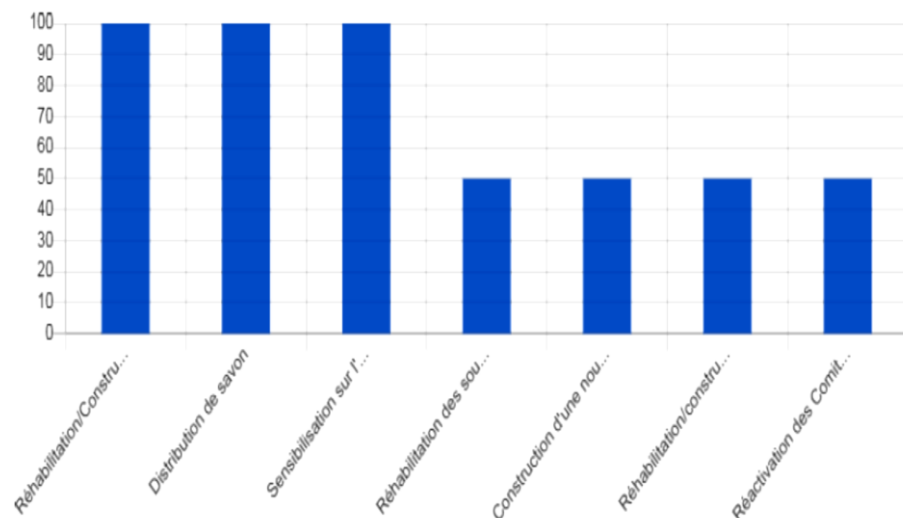
Sécurité alimentaire	- Distribution des vivres aux ménages des déplacés et familles d'accueil ; - Assistance en cash ou foire dans la zone ; - Appuyer l'agriculture en apportant des semences et autres intrants agricoles ; - Appuyer l'élevage de petits bétails dans la zone en distribuant des intrants ; - Formation sur les nouvelles techniques agricoles.	- Familles déplacées - Familles d'accueil - Autochtones plus vulnérables
-----------------------------	---	--



Value	Frequency	Percentage
Distribution des vivres	2	100
Distribution des semences	2	100
AGR	2	100
Amélioration de la sécurité pour accéder aux champs/pâturages/zones de pêche	1	50

Commentaire : s'agissant de la sécurité alimentaire, les populations ont choisi différentes solutions pour faire face à l'insécurité alimentaire notamment des la distribution des vivres, des semences et la mise en place des AGR en faveur des Déplacés et Autochtones pour lesquelles 100% ont optés pendant que 50% ont choisi l'amélioration de la sécurité dans leurs zones d'origine pour avoir accès aux champs.

Eau, hygiène et assainissement (WASH)	- Réhabiliter le réseau d'adduction d'eau et multiplier les bornes fontaines ; - Envisager la construction des latrines communautaires (une latrine par ménage) ; - Renforcer la promotion de l'hygiène publique dans les communautés et structures sanitaires ; - Distribution des savons ; - Assurer la PCI dans les espaces publics (écoles, églises, marché, barza, etc) ; - Renforcer les capacités du comité de gestion d'eau.	Déplacés et autochtones
--	---	-------------------------



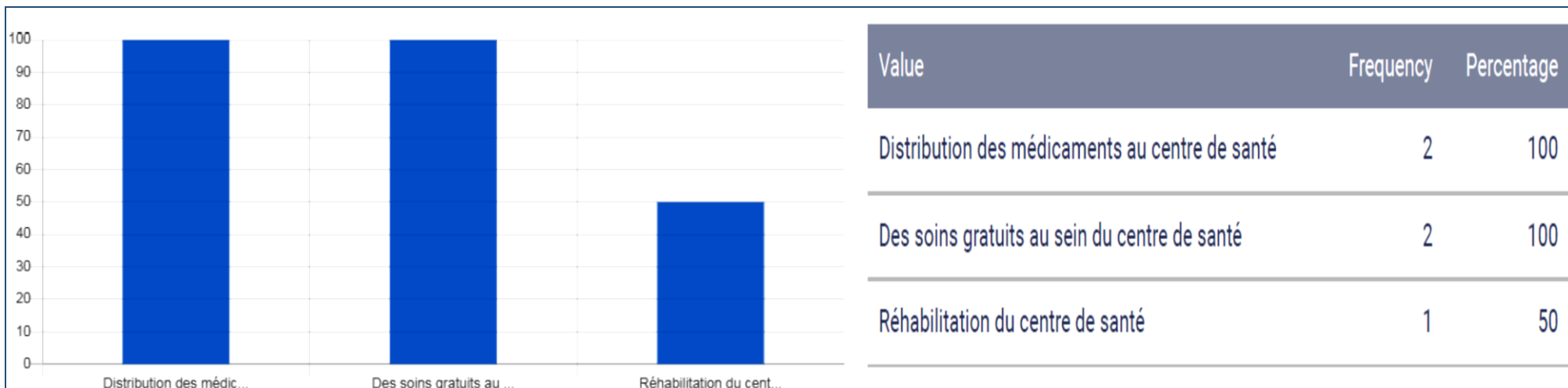
Value	Frequency	Percentage
Régénération/Construction des latrines familiales	2	100
Distribution de savon	2	100
Sensibilisation sur l'hygiène	2	100
Régénération des sources ou systèmes d'adduction	1	50
Construction d'une nouvelle source près des ménages	1	50
Régénération/construction de latrines publiques	1	50
Réactivation des Comités de Gestion des points d'eau	1	50

Commentaire : Pour le volet WASH, 100% des populations ont optés pour la régénération/ construction des latrines familiales, la distribution des savons et la sensibilisation sur l'hygiène. 50% ont proposé la régénération des sources ou systèmes d'adduction, la construction des nouvelles sources près des ménages, la régénération/construction de latrines publiques et la réactivation des comités de gestions des points d'eau.

Santé-nutrition

- Assurer la gratuité des soins pour tous dans l'aire de santé de Kibati;
- Assurer l'approvisionnement en médicaments dans la structure ;
- Mettre à la disposition de la structure le Kit PEP pour la prise en charge des Cas ;
- Appuyer les activités de PEC nutritionnelle en approvisionnant les intrants nutritionnelles ;
- Renforcer les capacités du personnel du CS KIBATI et d'autres structures de la zone de santé ;
- Renforcer les dispositifs de lave-mains et les points d'eau dans la structure ;
- Réhabiliter le CS KIBATI (accroître sa capacité d'accueil des patients) ;
- Renforcer la capacité des RECO, CODESA dans l'aire de santé de KIBATI ;
- Sensibiliser la communauté sur la prévention des maladies d'origine hydrique ou / des mains sales, le paludisme, la rougeole et la fièvre hémorragique à virus EBOLA.

CS KIBATI



Commentaire : Pour la santé et Nutrition, 100% des populations ont proposé comme solution : la distribution des médicaments au centre de santé ainsi que la gratuité des soins en faveur des populations déplacés et autochtones. Par contre 50 % ont opté pour la réhabilitation du centre de santé de Kibati/ et le (renforcement du plateau technique).

Le centre de santé de Kibati connaît des fréquentes ruptures des médicaments traceurs. Après exploitation du rapport SNIS de la structure, nous avons constaté une rupture de plus de 15 jours voir même 30 pour certains médicaments. Notons que depuis la fin du projet mis en œuvre par IRC il y a plus de 6 mois, le CS KIBATI n’as jamais reçu des kits PEP. Tous les cas de viol sont référés au CSR de Machumbi ou à Nyabiondo.

Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique

4. Analyse « ne pas nuire »

Risque d’instrumentalisation de l’aide

Risques :

Etant donné que la zone n’a pas fait l’objet d’une quelconque assistance pendant plusieurs années entrainant ainsi la population dans un extrême état de vulnérabilité, la non prise en compte des risques suivantes peut négativement influencer sur l’aide humanitaire. Il s’agit de :

- Mauvaise interprétation de l’aide humanitaire si tous les déplacés et familles d’accueils ne sont pas prises en compte ;
- Mise à l’écart des vrais vulnérables par les identificateurs au profit des membres de leurs familles et certains groupes armés actifs dans la zone;
- Monnayage de listes des IDPs et des retournés par les chefs locaux et les comités IDPs.

Mesures de mitigation

Pour prévenir les différents risques que peut courir l’intervention humanitaire dans la zone, les mesures ci-dessous sont envisagées :

	- Définition des critères de vulnérabilité par la communauté elle-même guidée par un acteur humanitaire ; - Le ciblage doit se faire par l'approche communautaire, supervisé par des agents humanitaires. Une contrevérification s'avère indispensable ; - Le ciblage doit être précédé par une large sensibilisation sur les critères d'éligibilité, les principes humanitaires, la gratuité de l'assistance humanitaire.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	➤ L'assistance ne doit pas cibler uniquement une catégorie des personnes au détriment des autres en vue de limiter d'éventuelles tensions dans les villages ; ➤ Ne pas assister certains villages peut affecter le leadership de certaines autorités locales et donner aux groupes armés un prétexte de déstabilisation de la zone ; ➤ Assister un des villages de l'aire de santé de Kibati et ne pas assister les autres, pourrait créer des frustrations et raviver le conflit dans la zone ;
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Des réunions de sensibilisation, d'engagement des acteurs économiques de la zone pour une économie locale stable avant, pendant et après assistance s'avèrent indispensables car l'offre est encore faible surtout que le tissu économique de la zone est détruit par les conflits, les pillages à répétition et l'exode rural de certains opérateurs économiques vers des milieux plus sécurisés ; risque de hausse de prix.

5. Accessibilité

a. Accessibilité physique

Type d'accès	La zone évaluée est accessible par la route à partir de Goma-Masisi jusqu'à Kibati. Les motos, véhicule land cruiser et camion accèdent sans peine dans la zone en saison sèche ; seules les motos, les voitures et les camions 4X4 empruntent difficilement cette voie en saison pluvieuse. Actuellement le tronçon Kibati-Mungazi, long de 12 km est difficilement accessible. Les motos le franchissent péniblement.
---------------------	---

b. Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La situation sécuritaire est relativement calme dans la zone. Celle-ci est sous contrôle de la Police Nationale Congolaise (PNC). Aucun élément FARDC n'y est affecté. Faute d'un effectif suffisant, les 4 policiers exerçant à Kibati issus des groupes armés opérant dans la zone, dont 3 affaiblis par l'âge, sont incapables de sécuriser la population et leurs biens. C'est dans ce contexte que le chef de groupement a.i, victime des menaces de mort de la part de certains groupes armés est obligé de passer la nuit d'un village à un autre pour sa sécurité. Il existe un autre groupe armé dénommé MAC (Mouvement d'action pour le changement) du Général autoproclamé MBURA MATONDI. Ce groupe est actif dans la partie Nord (Waloa yungu) où il commet des graves violations de droit de l'homme.
--------------------------------	--

Communication téléphonique	La zone est partiellement couverte par le réseau de communication Vodacom.
Stations de radio	La zone est couverte par une chaîne de radio communautaire dénommée : Radio communautaire de Kishanga.

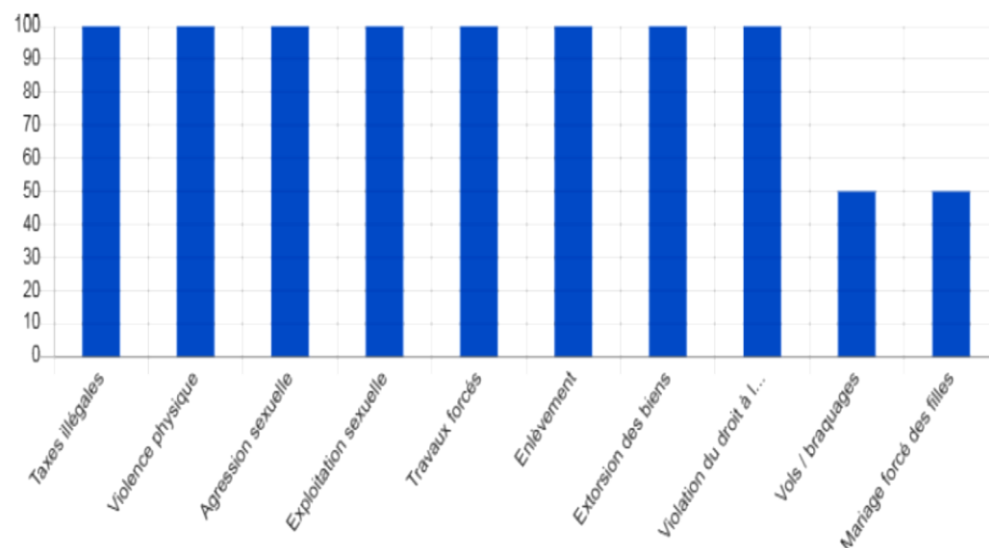
6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

a. Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Seul INTERSOS qui intervient dans le monitoring de protection, aucune autre organisation n'est présente dans la zone.
---	---

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Viol	Kashebere dans l'aire de santé de Machumbi	inconnu	Une femme	Pendant la période de l'évaluation en date du 23 octobre 2019, une opératrice économique, vendeuse des vaches en provenance de Mushaki dans le territoire de Masisi se dirigeant à Walikale fut violée aux environs de 19h30 par 6 hommes en armes non autrement identifiés. La victime, toute béante du sang a été acheminée au CSR Machumbi pour les soins.
Extorsion des biens	Kashebere dans l'aire de santé de Machumbi	inconnu	Une équipe des vendeurs des vaches	Dans les mêmes circonstances de temps et de lieu que ci-dessus, ces mêmes assaillants avaient copieusement extorqué de l'argent, téléphones et autres biens de valeurs de ces vendeurs des vaches.
Agression physique et extorsion des biens	Dans le village Kikamata 1/aire de santé de Machumbi	APCLS	Une femme	En date du 20 octobre 2019, un groupe des miliciens du groupe armé APCLS avaient fait incursion dans la maison du petit frère du chef de groupement a.i qu'ils voulaient exécuter. Ne l'ayant pas rencontré, ils se retourneront contre son épouse qu'ils tabasseront à mort en dépit de l'avoir extorqué l'équivalent de 150 dollars américains en francs congolais qu'elle détenait dans la maison.



Value	Frequency	Percentage
Taxes illégales	2	100
Violence physique	2	100
Agression sexuelle	2	100
Exploitation sexuelle	2	100
Travaux forcés	2	100
Enlèvement	2	100
Extorsion des biens	2	100
Violation du droit à la liberté de mouvements ou expression	2	100
Vols / braquages	1	50
Mariage forcé des filles	1	50

Commentaire : référence faite aux focus group et aux informateurs clés, il est ressorti que les incidents ci-après ont été enregistrés dans les zones de provenances que dans la zone d'arrivée : 100% des cas sont relatifs aux taxes illégales, violence physique, agression et exploitation sexuelles, travaux forcés, enlèvement, extorsion des biens, violation du droit à la liberté de mouvement ou d'expression. 50% concernent les vols/braquages, mariage forcé des filles. La majorité des cas sont généralement commis par les groupes armés, notamment par des personnes non identifiées, et d'une manière isolée par la PNC et certaines autorités locales.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté

Aucune tension n'est perceptible entre la population autochtone et déplacée.

Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.

Les incidents de protection sont exclusivement monitorés par l'ONG INTERSOS dont les cas des viols sont référés vers le CSR Machumbi et au CS Nyabiondo pour une prise en charge médicale, faute des Kits PEP.

Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base

Les incursions intempestives des groupes armés dans les villages de la localité BANAKABUTWA entraînent des conséquences néfastes quant à l'accessibilité de la population aux services de base. notamment :

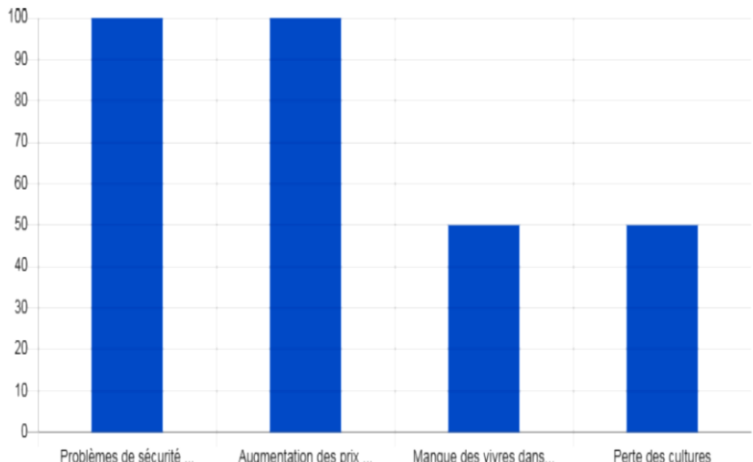
- La hausse des prix de certains produits manufacturés suite à l'infériorité de l'offre par rapport à la demande, provoquée par le déplacement des plusieurs opérateurs économiques dans les zones sécurisées ;
- La rareté de certaines denrées sur les marchés locaux suite à la réduction de la mobilité de la population vers les champs situés dans les zones contrôlées par les APCLS, NDC-R et MAC craignant les exactions dont elle peut être victime éventuellement des attaques de leurs éléments résiduels.
- L'arrêt ou la faible scolarisation des nombreux enfants des déplacés, retournés et autochtones;
- L'enrôlement des enfants dans les groupes armés, la collaboration des civiles avec les groupes armés.

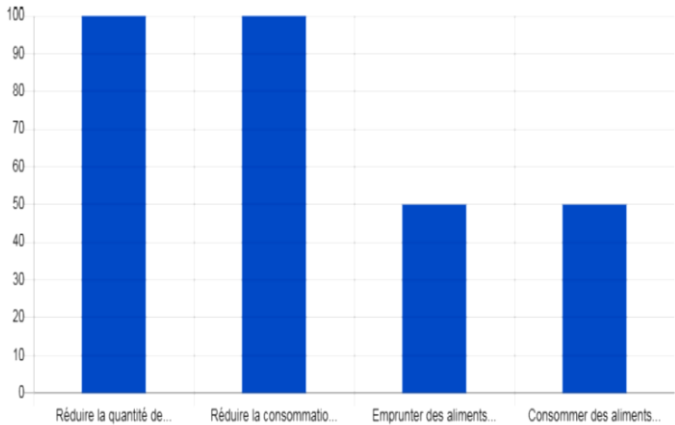
Présence des engins explosifs	Présence d'un engin explosif rapportée dans la colline Birongo à plus au moins deux heures de marche de la route principale.
Perception des humanitaires dans la zone	Des informations recueillies sur place, il se révèle que les humanitaires sont perçus de bon œil par la population. Elle reconnaît en eux le mérite de l'assister durant les temps passé, sans quoi ses conditions de vie se détérioreraient davantage. Elle émet le vœu de les voir revenir dans son milieu. Toutefois, une analyse protection « Ne pas Nuire » doit être approfondie durant la période d'intervention surtout au moment de l'identification des bénéficiaires et de l'intervention proprement dite.

b. Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Outre l'intervention d'ABCom en sécurité alimentaire et moyens de substances dans une partie de la localité BANAKABUTWA (Bulewa, Kikamata 2 et Bunyamuhapfu) et le projet financé par le Fonds Social de la RDC/STEP aucune autre intervention sectorielle nous a été rapportée.
--	--

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Sécurité alimentaire (appui en semences et intrants agricoles)	ABCom	Aire de santé de Kibati, villages (Bulewa, Kikamata 2 et Bunyamuhapfu).	120 ménages (720 personnes déplacées, retournées et autochtones).	Il s'agissait d'un projet de résilience communautaire.
Projet de chaîne des valeurs financé par la Banque Mondiale	Fonds social de la RDC/STEP avec ses partenaires (UPADERI et APAS)	Bassin de Kibua	Déplacés, familles d'accueil	Ce projet ne concerne pas les nouveaux déplacés.

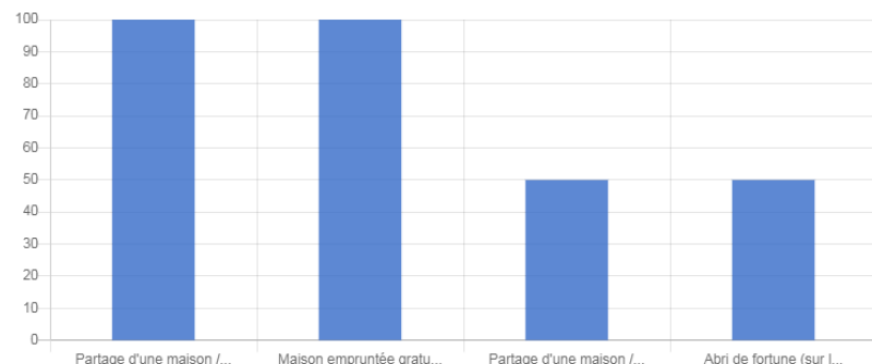
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise		Value		Frequency	Percentage
		Problèmes de sécurité pour accèdes aux champs/pâturages/zones de pêche		2	100
		Augmentation des prix dans les marchés		2	100
		Manque des vivres dans les marchés		1	50
		Perte des cultures		1	50

	Commentaire : 100% des populations ont indiqué le problème de sécurité pour accéder aux champs, l'augmentation des prix dans les marchés tandis que 50% ont souligné une carence des vivres dans les marchés et la perte des cultures.																
Situation des vivres dans les marchés	Il s'observe une rareté des produits dans les marchés, la production locale étant faible et moins diversifiée avec une conséquence directe sur leurs prix jugés élevés, limitant ainsi l'accès aux ménages affectés par la crise. Généralement, le maïs, haricots, manioc et soja sont produits dans la zone. Les autres denrées alimentaires telles que le riz, l'huile de palme proviennent d'autres centres notamment Walikale. Le délabrement des routes de desserte agricole aggrave le problème de la disponibilité des produits sur les marchés locaux.																
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Value</th><th>Frequency</th><th>Percentage</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Réduire la quantité des repas</td><td>2</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Réduire la consommation des adultes au profit des petits enfants</td><td>2</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Emprunter des aliments ou compter sur l'aide des amis, des voisins ou des parents/ famille</td><td>1</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Consommer des aliments moins coûteux ou moins préférés</td><td>1</td><td>50</td></tr> </tbody> </table>	Value	Frequency	Percentage	Réduire la quantité des repas	2	100	Réduire la consommation des adultes au profit des petits enfants	2	100	Emprunter des aliments ou compter sur l'aide des amis, des voisins ou des parents/ famille	1	50	Consommer des aliments moins coûteux ou moins préférés	1	50	Commentaire : Pour faire face à la pénurie des vivres, 100 % des populations ont opté pour la réduction de la quantité des repas, la consommation des aliments des adultes au profit des petits enfants. 50% ont été favorables pour l'emprunt des aliments ou compter sur l'aide des voisins (familles d'accueils)/autochtones, la consommation des aliments moins couteux ou moins préférés.
Value	Frequency	Percentage															
Réduire la quantité des repas	2	100															
Réduire la consommation des adultes au profit des petits enfants	2	100															
Emprunter des aliments ou compter sur l'aide des amis, des voisins ou des parents/ famille	1	50															
Consommer des aliments moins coûteux ou moins préférés	1	50															

c. Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Impact de la crise sur l'abri	Une minorité de la population de la zone habite des maisons en planche et toitures en tôles alors que la majeure partie vit dans des maisons en pisées avec toitures en tôles ou en pailles. Les quelques abris construits dans les parcelles des familles d'accueil sont en sticks d'arbres et paille de 4m/3m. Il ressort des observations que dans l'ensemble, les types des maisons qui surplombent les villages de la zone présentent une vulnérabilité aiguë. Cependant, plusieurs maisons avaient été détruites durant la période des affrontements des groupes armés; d'autres ont vu leur état se dégrader suite à l'abandon prolongé durant le déplacement.

Type de logement



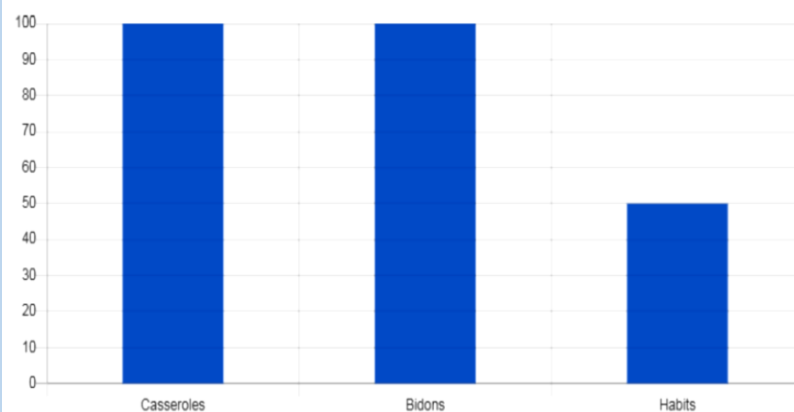
Value	Frequency	Percentage
Partage d'une maison / d'un abri avec les familles d'hôtes (sans frais)	2	100
Maison empruntée gratuitement	2	100
Partage d'une maison / d'un abri avec les familles d'hôtes (avec loyer)	1	50
Abri de fortune (sur la parcelle d'une famille d'accueil)	1	50



Figure 3: Etat d'une maison d'une famille d'accueil à Kibati

Commentaire : 100 % des ménages déplacés partagent une maison avec les familles hôtes/d'accueils (sans frais), d'autres occupent des maisons empruntées gratuitement alors que 50 % partagent des maisons/abris avec les familles d'accueils hôtes (avec loyer), et d'autres sont dans des abris de fortune construits sur les parcelles des familles d'accueil.

Accès aux articles ménagers essentiels



Value	Frequency	Percentage
Casseroles	2	100
Bidons	2	100
Habits	1	50

	Commentaire : 100 % des populations ont indiqué avoir encore accès aux casseroles et bidons. Par contre 50% ont estimé avoir encore accès aux habits. Notons que malgré cette disponibilité/accès, ces articles sont en étant de vétustés très avancées.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Il nous a été rapporté le partage par certains ménages d'accueil de leurs AME avec les déplacés qui en sont dépourvus. La vulnérabilité dans laquelle ils vivent accentuée par l'arrivée de ces déplacés ne leur permet pas de répondre à tous les besoins qu'ils présentent en terme d'AME.
Situation des AME dans les marchés	Considérant les besoins énormes présentés par la communauté en ce qui concerne l'AME, la quantité disponible dans les marchés locaux ne saurait y répondre. C'est pourquoi, en cas d'assistance en modalité foire, nous rapportent les sources locales, il faut recourir à d'autres marchés environnants comme Masisi, Nyabiondo et ce, après concertation avec la communauté locale.
Faisabilité de l'assistance ménage	L'accessibilité et le contexte sécuritaire actuel peuvent permettre l'assistance aux ménages. Vu les besoins multisectoriels de la zone, l'approche foire est appropriée. Toutefois elle demande un contact préalable avec les acteurs de la sécurisation de la zone mais aussi un temps de préparation au cas où il faut recourir aux marchés très éloignés.
Réponses données : Pas des réponses durant le cinq derniers mois.	



Figure 4: Etat des AME dans une famille dans la zone



Figure 5: Etat des AME dans une famille dans la zone (Suite)

d. Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Moyens de subsistance	Au cours des échanges avec nos interlocuteurs, il nous a été reporté que plusieurs ménages auraient perdu leurs moyens de subsistance pendant les hostilités. Leurs récoltes, semences et stock alimentaire étaient abandonnés puis pillés par les assaillants. La longue distance qui les sépare de leurs zones d'origine mais aussi l'activisme des groupes armés dans la zone ne leur permettent pas d'accéder facilement à leurs champs.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Installés dans les familles d'accueil, ces ménages ont développé des stratégies visant à assurer leur survie notamment : - Pour l'agriculture, certains déplacés arrivent à emprunter des semences avec promesse de les rembourser après récolte ; - S'adonner aux travaux journaliers dans les champs de la communauté d'accueil ; - Pour ce qui est de l'élevage, le démarrage est difficile à cause du manque de moyens ainsi que la promiscuité dans les abris.
Réponses données : Pas de réponse donnée dans ce secteur	

e. Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Dans la localité Banakabutwa, il n'y existe pas un marché au sens strict du mot. Cependant pour s'approvisionner en produits manufacturés, les populations sont obligées de se diriger vers les marchés de Nyabiondo et Masisi. Signalons que ces deux marchés, en cas des foires peuvent facilement fournir en quantité suffisante des vivres et articles ménagers essentiels. Par ailleurs, il est ressorti des focus groups et des informateurs clés qu'environ 80 % de la population cible préfèrent l'organisation des foires et la distribution directe d'articles ou denrées. 20 % sont favorables au cash comme modalité d'assistance. Une analyse sécuritaire approfondie et des contacts d'accès sécuritaire avec toutes les parties prenantes à la sécurité dans la zone garantira la protection de toutes les parties prenantes pendant et après, en cas d'organisation d'une assistance.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Aucune institution de microfinance (IMF) moins encore les points de transfert d'argent ne sont fonctionnels dans la zone.

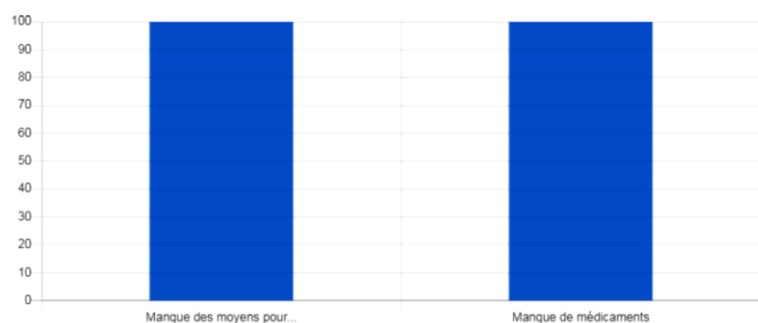
f. WASH : Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	La détérioration du réseau de distribution d’eau à partir de Kashebere entraine comme conséquence la rareté de l’eau sur les bornes fontaines. Pour pallier à cette insuffisance d’eau, la population est obligée de s’en ’approvisionner aux différentes sources non aménagées avec risque d’occasionner des cas des maladies d’origine hydriques. La zone est dépourvue des latrines hygiéniques. Moins de 30% de ménages de la zone disposent de latrine bien que non hygiéniques. 70% utilisent des trous de défécation ou des latrines à ciel ouvert dont les murs sont faits de sticks et feuilles. Enfin, parmi les facteurs pouvant favoriser le risque de contamination aux maladies d’origine hydriques, l’on peut retenir : - L’absence des dispositifs de lavage de mains dans différents milieux publics, - L’absence des trous à ordure ; - L’inexistence des comités d’hygiène qui devrait se charger de la sensibilisation sur les bonnes pratiques d’hygiène et les moments clés de lavage de mains.	
Risque épidémiologique	La promiscuité des ménages, l’accès difficile à l’eau potable mais aussi l’absence des latrines hygiéniques sont autant des facteurs qui risquent d’occasionner l’épidémie de Cholera dans la zone. Précisions que des cas de diarrhées sont souvent enregistrés au Centre de santé de Kibati.	
Accès à l’eau après la crise	La zone est desservie par une adduction construite à Kashebere dans l’aire de santé de Machumbi par le CICR en 2011 puis prolongé par l’ONG GEAD dans l’aire de santé de Kibati. Cette adduction dispose de 16 Bornes fontaines dont 3 seulement sont fonctionnels. Cependant, selon les membres du comité d’eau, la tuyauterie est déjà vétuste et présente beaucoup des fuites.	
Type d’assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : Moins de 30%	Défécation à l’air libre : Oui
Village déclaré libre de défécation à l’air libre	Non	
Pratiques d’hygiène	Dans la zone, les habitants n’ont pas de latrines hygiéniques. Les ménages, par solidarité se partagent les quelques portes de latrines non hygiéniques existantes, et certains recourent à des trous de défécation à ciel ouvert. L’absence de douches pousse les habitants à prendre bain la nuit derrière les habitations où à la rivière. L’usage de quelques trous à ordures a été observé seulement pour certains ménages, où ils se servent des trous de 50 cm environ.	
Réponses données : Aucune réponse donnée dans ce secteur.		

g. Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Risque épidémiologique	Par manque d'assistance, la zone risque d'être attaquée par la malnutrition, le choléra et voir même notifié le cas MVE si des mesures urgentes ne sont pas prises.
Impact de la crise sur les services	Depuis la fin du projet mis en œuvre par IRC le 31 Janvier 2019, la structure n'a bénéficié d'aucune autre assistance. L'absence des kits PEP ainsi que la rupture de stock en médicaments traceurs font partie des défis majeurs que connaît le centre de santé Kibati, nous a rapporté l'infirmier Titulaire.

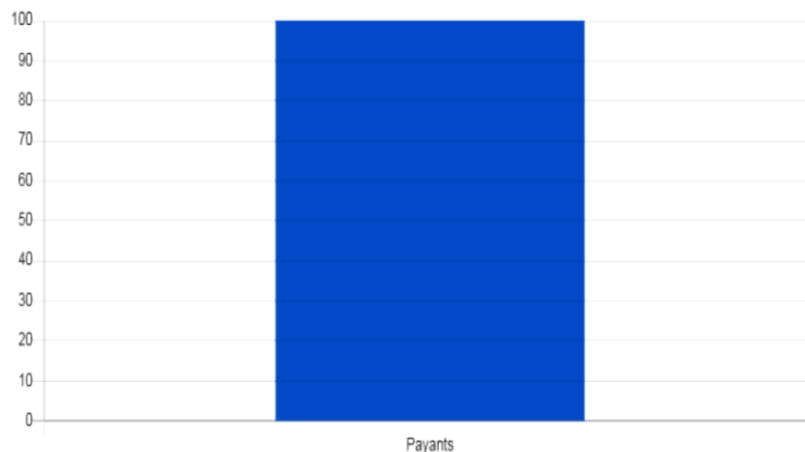
Indicateurs santé (vulnérabilité de base) : Taux d'utilisation des services curatifs : 32%(donnée du mois d'Août 2019)



Value	Frequency	Percentage
Manque des moyens pour payer les soins de santé	2	100
Manque de médicaments	2	100

Commentaire : 100 % des populations ont indiqué qu'ils n'ont pas les moyens pour payer les soins de santé et qu'il n'y a pas des médicaments au centre de santé de Kibati. Cette situation est due à la vulnérabilité de la population de la localité Banakabutwa.

Services de santé dans la zone



Commentaire : Le centre de santé de Kibati fonction sous un mode de recouvrement des coûts, les familles déplacées, les autochtones tous sont obligés des payer les soins.

h. Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non	
Impact de la crise sur l'éducation	La crise a un impact considérable sur l'éducation. Cet impact est clarifié dans les lignes ci-après : - Des bancs, pupitres ou tableaux noirs des salles de classe détruits par mauvaise usage ; - Des portes des bureaux d'écoles forcées, manuels et matériels didactiques pillés ; - Nombreux enfants déscolarisés ; - Mauvaise condition de travail car plusieurs enfants se mettent sur un même pupitre ou banc depuis la rentrée scolaire et les autres à même le sol (cas de l'EP Birongo); - Des enfants scolarisés dépourvus de cahiers, stylos, uniformes et souliers ; - Interruption de la scolarisation de certains enfants déplacés ;	
	• Ecoles détruites, occupées ou pillées zone de départ,	Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? • Oui,

		Si oui, combien de jours de rupture 30 jours pour chaque vague de déplacement suite à la guerre.									
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Le taux de scolarisation globale est de 1854 soit le 100%. Le taux de scolarisation des filles est de 48,1% alors que celui des filles non scolarisées est néant. Le taux de scolarisation des garçons est estimé à 51,8%. Le pourcentage des salles présentant les risques est de 54,7%. La zone enregistre 4 classes sans salle de classe, 7 écoles sans accès à l'eau potable à moins de 500m de l'école, 52,8% enseignants non payés par le gouvernement, 53 enseignants sans table de bureau soit 100%, 100% d'enseignants non formé/recyclés dans les deux derniers mois.										
Services d'Education dans la zone	La population propose ce qui suit pour améliorer l'éducation dans la zone : 100 90 80 70 60 50 40 30 20 10 0 Augmenter la capacité ... Distribuer des matéri... <table><tr><th>Value</th><th>Frequency</th><th>Percentage</th></tr><tr><td>Augmenter la capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction de salles de classe)</td><td>2</td><td>100</td></tr><tr><td>Distribuer des matériels didactiques</td><td>2</td><td>100</td></tr></table> Commentaire : 100 % des populations optent pour l'augmentation de la capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction de salles de classe), distribution des matériels didactiques dans les écoles.		Value	Frequency	Percentage	Augmenter la capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction de salles de classe)	2	100	Distribuer des matériels didactiques	2	100
Value	Frequency	Percentage									
Augmenter la capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction de salles de classe)	2	100									
Distribuer des matériels didactiques	2	100									
Capacité d'absorption	////////////////////////////////////										
Réponses données : Aucune assistance pour les écoles depuis le début de la crise											

ANNEXE 1. OUVRAGES WASH VISITES

Désignation	Description	Problèmes	Solution	Besoins
Tuyauterie entre réservoir Tsingati et BF1 (Bulewa II)	- Deux sorties du réservoir : avec tuyaux PVC DN 32 et DN63 - Fuites en plusieurs endroits.	- Casse des tuyaux PVC DN32 et DN25	- Coller les tuyaux ; - Enterrer les tuyaux.	- Tuyaux PVC DN32 et DN25 - Colle tangit - Monture de scie et lame de scie.
Tuyauterie entre réservoir Tsingati et BF2 (Bulewa II)	- Deux sorties du réservoir : avec tuyaux PVC DN 32 et DN63 - Fuites en plusieurs endroits.	- Casse des tuyaux PVC DN63	- Coller les tuyaux ; - Enterrer les tuyaux.	- Tuyaux PVC DN63 - Colle tangit - Monture de scie et lame de scie.
BF2 (Borne fontaine 2/ Bulewa II)	- Borne fontaine non fonctionnelle l'eau ne coule plus - Sans robinet	- Vanne et la fuite qui est en aval de la borne fontaine	- Fixer le robinet et vérifier la vanne. - Construire la clôture de protection	- Robinet et mâchon DN1/2, - Téflon.
Captage de la source BULEWA	- Zone de captage envahie par la brousse - Canal de divergence n'existe plus.	- Rien à signaler	- Débroussailler la zone et délimiter l'air de captage ; - Ouvrir le canal de divergence et planter la pelouse antiérosive ;	- Chlore Roofing ou décalons
Réservoir (Bulewa)	- Réservoir sale - Des fuites à l'entrée et à la sortie.	- Casse des tuyaux	- Coller les tuyaux - Nettoyage du réservoir	- Tuyau PVC63 - Colle tangit - Brosse métallique - Brosse plastique - Chlore - Omo
BF2' (Borne fontaine Bulewa1)	- L'eau coule à volonté - Sans robinet - Canal d'évacuation non entretenu.	- Robinet et la vanne endommagés	- Fixer le robinet et vérifier la vanne ; - Entretenir le canal d'évacuation ; - Construire la clôture de protection.	- Robinet et mâchon DN3/4 - Vanne et Niple DN3/4 - Téflon



Figure 6: source non aménagée utilisée par la population



Figure 7: état d'une Borne fontaine dans la zone



Figure 8: état d'une latrine à ciel ouvert dans la zone sans superstructure

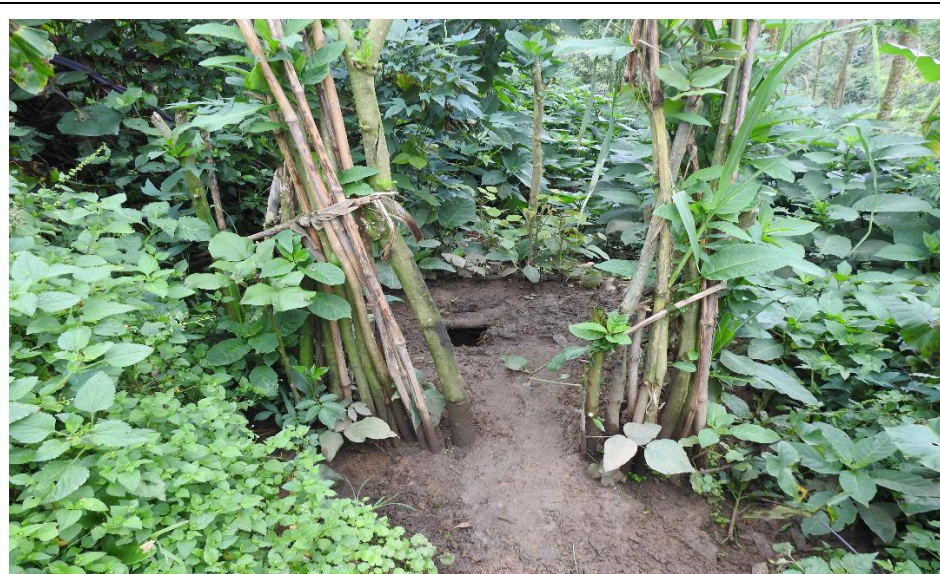


Figure 9: état d'une latrine construite en stick



Figure 10 : état d'une école nouvellement construite par la communauté



Figure 11: Focus group avec les hommes



Figure 12 : état des lits vidés des patients au CS Kibati



Figure 13: état des Articles AME pour un ménage déplacé dans la zone